

Voie Communautaire
ARRETE DE VOIRIE PORTANT
PERMISSION DE VOIRIE
N°AR 2022-715

Le Président de la Communauté d'Agglomération « Pornic Agglo Pays de Retz »,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1111-1 à L1111-6,
VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12,
VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière

VU les lieux (ou le plan approuvé)

CONSIDERANT la demande en date du 11 août 2022 par laquelle l'entreprise Atlantic Environnement représentée par David BOUDAUD demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public,

Date des travaux :	Octobre 2022
Durée des travaux :	30 jours
Fin des travaux :	Octobre 2022
Lieu des Travaux :	10 rue Paul Langevin, ZA de la Blavetière, 44210 Pornic
Références cadastrales :	
Nature de l'autorisation :	Permission de voirie pour la reprise de chaussée faïencée

ARRÊTE

ARTICLE 1. AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans l'analyse ci-dessus de sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions de l'Arrêté Préfectoral susvisé et aux conditions spéciales suivantes,

Les travaux seront réalisés en concertation avec le Pôle technique intercommunautaire.

Le Pôle Technique chargé de la voirie et réseaux divers devront être avisés de l'implantation des ouvrages et de la date précise de démarrage des travaux.

En cas de modification de l'emprise de la voirie ou en cas d'exécution par la Communauté d'Agglomération de travaux nécessitant la dépose temporaire des équipements, le permissionnaire aura la charge de déplacer les équipements précités à ses frais et sans être fondé à demander des indemnités.

La construction et l'entretien de l'ouvrage sont réalisés aux frais exclusifs et sous la responsabilité du permissionnaire.

Le permissionnaire sera responsable de tous désordres liés à la réalisation de l'ouvrage pendant un an après la réception des travaux.

Le permissionnaire prendra toutes mesures conservatoires concernant les réseaux existants dans l'emprise du domaine public (Assainissement, eau potable, E.D.F. /G.D.F., éclairage public, télécommunications, etc.).

Les travaux seront exécutés par une entreprise de génie civil.

ARTICLE 2. VERIFICATION DE L'IMPLANTATION

Le permissionnaire informera le Pôle Technique du début des travaux au moins 15 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

ARTICLE 3. SIGNALISATION

Le pétitionnaire est tenu de solliciter l'arrêté de circulation au moins 15 jours ouvrés avant l'ouverture du chantier auprès du service instructeur : Mairie et pôle technique intercommunautaire.

Il a la charge de la signalisation réglementaire de son chantier de jour comme de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, celle-ci sera conforme aux conditions prévues par l'Instruction Interministérielle (intérieur, travaux publics sur la signalisation routière le livre I. huitième partie (signalisation temporaire) arrêté du 7 juin 1977 relatif à la signalisation des routes et autoroutes) modifié par arrêté du 31 juillet 2002.

ARTICLE 4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES – REPRISE DE CHAUSSEE FAÏENCEE

L'entreprise en charge des travaux aura à sa charge :

- La reprise de chaussée faïencée
- Le sciage de l'enrobé
- Le piochage de la chaussée
- Le reprofilage en GB classe3 à chaud 0/14
- L'empierrement avec de la GNT 0/20
- La réfection définitive en enrobé noir EB 0/10
- Toutes sujétions liées à l'activité et remise en état des lieux

1) Voirie

L'entreprise devra assurer le découpage soigné à la scie à sol de la couche de surface sur toute l'épaisseur des couches bitumeuses afin d'éviter les arrachements et les désordres dans les couches de chaussée, si nécessaire.

Le fil d'eau en rive de chaussée sera maintenu, si existant.

Le gâchage de mortier sur la chaussée est strictement interdit.

2) Matériaux

Les lieux de stockage devront être établis au préalable et validés par un représentant de la Communauté d'Agglomération.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux. La structure de chaussée sera reconstituée de manière identique par rapport à son état actuel.

Les matériaux et déblais présents sur l'espace public communautaire devront être stockés uniquement durant la période indiquée au présent arrêté.

3) Emprise de chantier et conservation patrimoine

L'ensemble des surfaces du domaine public sur l'emprise du chantier et des lieux de stockage devra être rendu à l'identique par une remise en état si nécessaire (gazons, accotement, cheminement, etc.),

Les végétaux (les arbres, les arbustes et vivaces) situés sur l'emprise du chantier et des lieux de stockage du domaine public seront protégés sur toute la durée du chantier.

ARTICLE 5. ACHEVEMENT DES TRAVAUX

À l'issue des travaux, le bénéficiaire de l'autorisation adresse au gestionnaire de voirie une déclaration d'achèvement de travaux ainsi qu'un dossier de récolement si les travaux diffèrent du dossier déposé.

Dès l'achèvement de ses travaux, l'occupant est tenu :

- d'enlever les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, etc.,
- de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés au Domaine Public ou ses dépendances,
- de rétablir dans leur état initial les fossés, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés par les travaux,
- d'enlever la signalisation de chantier.

ARTICLE 6. CONTROLE DES TRAVAUX

En cas de constat d'un désordre tel que défini ci-dessous, un écrit sera adressé au bénéficiaire de l'autorisation afin que les travaux soient réalisés par le bénéficiaire sous sa responsabilité.

Sans réponse de leur part dans le délai imposé par le gestionnaire de la voie, il sera procédé d'office, après mise en demeure, à la remise en état, aux frais de l'occupant, et une procédure contentieuse pourra être lancée à l'encontre du bénéficiaire de l'autorisation.

POINTS DE CONTRÔLE	DÉSORDRE CONSTATÉ	SEUIL ADMISSIBLE	TECHNIQUES DE RÉPARATION
Découpe de chaussée	Non franche et rectiligne		Sciage droit + reprise totale
Matériaux excédentaires aux abords du chantier			A évacuer immédiatement
Propreté du chantier			A remettre dans l'état initial
Etanchéité	Joint ouvert	Supérieur à 10 % du linéaire	Fermeture du joint à l'émulsion de bitume

ARTICLE 7. PERMIS DE CONSTRUIRE

La présente autorisation ne dispense pas des formalités relatives au permis de construire ou à la déclaration de travaux prévues par les articles du code de l'urbanisme.

ARTICLE 8. DELAI D'EXECUTION

La présente autorisation doit être utilisée dans le délai de 2 mois à compter de sa date de délivrance. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en est pas fait usage avant l'expiration de ce délai.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

ARTICLE 9. OUVRAGE

Les ouvrages établis dans l'emprise du domaine public routier communautaire et qui intéressent la viabilité doivent être maintenus en bon état d'entretien et rester conformes aux conditions de l'autorisation. Le non-respect de cette obligation entraîne la révocation de l'autorisation sans préjudice des poursuites judiciaires qui pourraient être engagées contre l'occupant et des mesures qui pourraient être prises pour la suppression des ouvrages.

Aucun recours ne peut être exercé contre la Communauté d'Agglomération de Pornic Pays de Retz par l'occupant en raison des dommages qui pourraient résulter pour ses installations soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements, des trottoirs ou autres ouvrages publics, soit du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

ARTICLE 10. RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la Collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11. RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NANTES dans un délai de 2 mois.

ARTICLE 12. PUBLICATION ET AFFICHAGE

Le présent arrêté sera inscrit au registre des actes de la Communauté d'agglomération de Pornic Agglo Pays de Retz, transmis au représentant de l'Etat, au Receveur, au comptable de la collectivité, publié, affiché et notifié aux intéressés.

Fait à Pornic, le 20 septembre 2022

Le Président,
Jean-Michel BRARD



Le Président :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le :